



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DA L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI, Vol. 10 No 3 Octobre 2007

A L'INTERIEUR...



La brigade SADC met en place des opérations de soutien pour la paix régionale

par Munetsi Madakufamba

POLITIQUE	3
CHANGEMENT CLIMATIQUE	4-5
AFFAIRES	6
ÈVÈNEMENTS	7
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	8

Leadership

LE PRÉSIDENT de la Zambie, Levy Mwanawasa, est le nouveau président élu de la SADC pour la période 2007/8 et Thabo Mbeki, Président de l'Afrique du Sud, est le nouveau président adjoint. L'Afrique du Sud accueillera le Sommet en 2008.

Ensembles avec le président sortant, Pakalitha Mosisili, Premier Ministre du Lesotho, ils forment l'actuelle Troïka de la SADC.

LE PRÉSIDENT de l'Angola, José Eduardo dos Santos, est le nouveau président de l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité, et le Roi Mswati III du Swaziland en est le Président Adjoint.

Ils se sont joints au président sortant, Président Jakaya Kikwete de la République Unie de la Tanzanie, pour former la Troïka de l'Organe.

ON SE souviendra du Sommet SADC 2007 tenu à Lusaka, Zambie pour le lancement historique de la brigade de la SADC, une capacité régionale multidimensionnelle d'opérations pour le maintien de la paix établie sous l'égide des Forces de Réserve Africaines.

La Brigade de la SADC, mise en place par le biais d'un Protocole d'Accord signé par les dirigeants de l'Afrique Australe le 17 août, fût établie afin de garantir la paix, la sécurité et la stabilité politique, qui sont les conditions préalables au développement. Composée d'éléments militaires, policiers et civils, les forces armées dépendront des ressources promises par les états membres sur un accord de réserve. D'autres assistances mécaniques pourraient se présenter sous forme de services logistiques et médicaux.

La persistance de conflit dans certaines parties de l'Afrique a entravé le développement socio-économique et les efforts d'intégration. Ce fait a incité le continent à réexaminer son programme de sécurité. En 2002, l'Organisation de l'Union Africaine (OUA) fut transformée en Union Africaine conformément à la Charte de l'ONU et des objectifs fondamentaux de la Charte de l'OUA. La transformation a introduit, parmi les autres structures et mécanismes, le Conseil de UA pour la Paix et la Sécurité, les Forces de Réserves Africaines et la Commission du Personnel Militaire.

Le document politique pour l'établissement des Forces de Réserve Africaines et la Commission du Personnel Militaire fut adopté par les dirigeants africains à Addis Ababa, Ethiopie, en Juillet 2004. Les Forces de Réserve Africaines ont leur soutien juridique dans l'Article 4(d) de la Loi Constitutive de l'UA et l'Article 13 du Protocole relatif à l'Établissement du Conseil pour la Paix et la Sécurité de l'UA.

suite page 2

Nouvel élan pour une infrastructure régionale

LA SADC s'est engagée à prendre des mesures radicales dans le but de renforcer le développement de l'infrastructure et d'accélérer le processus de mise en place de son programme d'intégration régionale.

Lors du 27ième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC tenu à Lusaka, Zambie du 16 au 17 août, les dirigeants de l'Afrique Australe ont exprimé leur inquiétude quant à la lenteur d'exécution des buts et objectifs pour accomplir l'intégration régionale et éradiquer la pauvreté.

suite page 2

La brigade SADC met en place des opérations pour maintien de la paix régionale

suite de la page 1

Une fois établie, les Forces de Réserve Africaines seront composées de contingents de réserve multi-disciplinaires, avec des composants civils et militaires basés dans leurs pays d'origine et en alerte en cas de déploiement rapide, sur avis préalable, où que ce soit sur le continent.

Le document de structure de l'UA demande l'établissement de l'armée de réserve en deux phases desquelles la Phase I s'est terminée le 30 juin 2005 tandis que la Phase II se terminera le 30 Juin 2010.

Ainsi l'établissement de la Brigade SADC, conjointement aux forces de réserve prévues, ou déjà établies dans les quatre autres régions du continent, est une progression vers l'instauration des Forces de Réserves Africaines qui devraient être en place d'ici 2010.

Les Forces de Réserve de la SADC seront chargées, entre

autres, d'effectuer des missions d'observation et de contrôle, des missions de maintien de la paix, et des interventions pour la restauration de la paix et de la sécurité dans des circonstances graves, à la demande d'un état membre.

L'armée de réserve sera également utilisée pour le déploiement préventif afin d'empêcher qu'une dispute ou un conflit ne dégénère, ou qu'un conflit violent et continu ne se propage aux régions ou états voisins; la réapparition de violence après que les parties d'un conflit soient parvenues à un accord.

D'autres tâches incluront le maintien de la paix, y compris le désarmement post-conflit afin de soulager les souffrances des populations civiles dans les zones de conflits.

A la différence des précédentes opérations de maintien de la paix, les Forces

de Réserves de la SADC englobent un composant civil responsable des fonctions allant de la provision de gestion financière et administrative à la provision de conseil juridique et à la protection des droits humanitaires y compris les femmes et les enfants.

L'armée de réserve contient un Élément de Planification situé au Secrétariat de la SADC au Botswana, qui est son unique structure permanente. Celui-ci est composé de personnels régional militaire, de la police et civil détachés des états membres sur un système de rotation.

L'élément de planification fonctionne sur une base quotidienne en tant qu'instrument de l'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Sécurité, dont les instructions proviennent de la Commission SADC des Chefs du Personnel de la Défense et de la Commission SADC des Chefs

de Police.

"La Brigade de la SADC, comme toutes autres brigades régionales, fera partie intégrante des Forces de Réserve Africaines," explique le Président zambien, Levy Mwanawasa durant la cérémonie d'inauguration à Lusaka.

Mwanawasa ajouta que des effectifs de troupes et de personnel assignés seront domiciliés dans leurs pays d'origine sur un niveau d'alerte "de garde" pour la durée de la mission selon les délais prescrits de réaction.

"En bref, ceci est en fait un accord d'alerte permanente," déclare-t-il.

Les états membres seront responsables de la formation de leur personnel avec des objectifs de standardisation de formation par la SADC à tous les niveaux de la brigade afin de garantir la compatibilité et inter-fonctionnalité des systèmes et équipement, respectivement. De tels standards devraient également être compatibles avec ceux déjà développés par l'ONU.

Le Centre Régional de Formation pour le Maintien de la Paix situé au Zimbabwe et d'autres institutions nationales de formation pour le maintien de la paix joueront un rôle pivot dans la formation des commandants militaires, des officiers de police, et des officiers civils à divers niveaux tout en fonctionnant en tant que "bureau central" pour toutes les opérations de maintien de la paix et les activités de formation dans la région.

Les états membres de la SADC ont également convenu d'établir le Dépôt Central de Logistiques au Botswana en soutien aux opérations des forces armées à partir d'un point central.

Des discussions entre le Secrétariat de la SADC et le gouvernement du Botswana sont supposées être à un stade avancé et visent à parvenir à un Protocole d'Accord sur la question de l'instauration du dépôt. □

Nouvel élan pour une infrastructure régionale

suite de la page 1

A cette fin, le Sommet a chargé le Secrétariat de la SADC de s'acquitter des détails d'un Plan Directeur Régional pour le Développement de l'Infrastructure, en étroite coopération avec les États Membres.

Le Président de la SADC, Président de la Zambie Levy Mwanawasa a déclaré que l'intégration régionale est entravée par une infrastructure inadéquate dans les secteurs clés de l'énergie, du transport, de la communication, de l'eau et du tourisme.

La production d'électricité dans la SADC se monte actuellement à seulement 52 743 MW desquels 41 000 MW est une capacité garantie disponible pour distribution aux consommateurs contre une demande de 42 000 MW.

La disparité entre la demande et l'approvisionnement est le résultat d'un certain nombre de

facteurs y compris le manque d'investissement durant ces dix dernières années, une expansion démographique ainsi que l'expansion des industries.

L'infrastructure existante de transport routier et ferroviaire de la SADC a besoin d'être réhabilitée afin de satisfaire aux objectifs actuels de la région pour une intégration régionale plus approfondie.

Ceci inclut un accroissement du commerce intra-régional en accord avec les objectifs d'une Zone de Libre Échange d'ici 2008, d'un Syndicat des Douanes d'ici 2010 et d'un Marché Commun d'ici 2015.

En réponse à la nécessité urgente identifiée pour une infrastructure et des services appropriés alors que la région s'apprête à renforcer l'intégration régionale,



les dirigeants de l'Afrique Australe ont, durant le Sommet, tenu une session d'échange d'idées, en accord avec le thème du Sommet, "Développement de l'Infrastructure pour l'Intégration Régionale".

Les dirigeants ont remarqué que les États Membres manquent de capacité financière pour réhabiliter l'infrastructure régionale et financer de nouveaux projets, malgré le fait que la région soit bien située pour recevoir un investissement à long terme, crucial pour le développement de l'infrastructure étant donné l'environnement pacifique.

Le Sommet a demandé une assistance financière au secteur privé et à la communauté internationale afin de compléter les efforts régionaux. □

Protocole sur la parité de sexes soumis aux États Membres pour plus de consultations

par Barbara Lopi

LES DIRIGANTS de la SADC ont différé la signature du Protocole sur la Parité des Sexes et le Développement afin d'accorder plus de temps aux Membres pour finaliser les consultations nationales.

Le protocole provisoire est largement disséminé afin de parvenir rapidement à un consensus à tous les niveaux nationaux, afin d'être soumis pour signature au prochain sommet des Chefs d'États et de Gouvernement en 2008.

Un communiqué présenté à la fin du 27^{ème} Sommet SADC des Chefs d'États et de Gouvernement à Lusaka le 1 août 2007 cite, "...Le Sommet a noté les progrès concernant les négociations du protocole sur la parité des sexes et le développement et a convenu de repousser sa signature afin de permettre à certains États Membres de finaliser leurs consultations internes."

Le nouveau président de la SADC, Président Levy Mwanawasa de la Zambie, déclara après le Sommet qu'il avait bon espoir que le Protocole serait considéré pour signature en 2008.

"Durant le Sommet nous avons appris que certains pays avaient besoin de mener des consultations avant de signer le protocole. Quelques amendements de dernière minute ont été ajoutés au document," expliqua Mwanawasa.

Il a été demandé aux États Membres de mener des consultations nationales avec tous les partenaires pertinents afin de garantir l'appropriation du document provisoire par tous les dépositaires. De plus, le Secrétariat de la SADC prévoit d'organiser une réunion stratégique, pour les officiels supérieurs, dans le but d'examiner le protocole en novembre.

Une dissémination plus large du protocole provisoire est essentielle pour propager la sensibilisation sur le contenu du document et faciliter les débats pour atteindre un consensus. Il est désormais critique pour les rouages nationaux sur la parité des sexes de faciliter des consultations détaillées et minutieuses au niveau national.

Un protocole est le plus exécutoire des instruments juridiques de la SADC. Une fois signé et en vigueur, le Protocole de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement fournira une structure juridique et institutionnelle pour la région afin d'accélérer l'application des

engagements sur l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes.

Malgré quelques progrès, la mise en oeuvre des objectifs sur la parité des sexes en Afrique Australe ne répond pas aux engagements fixés puisque les lacunes et les obstacles qui

entravent la réalisation de l'égalité des sexes prédominent encore.

Ceci a encouragé, les gouvernements à réfléchir sur leurs engagements d'une manière très pratique et de demander un autre délai pour étudier le contenu du protocole et les objectifs. □

Éléments clés du Protocole provisoire sur la Parité des Sexes et le Développement

LE PROTOCOLE SADC provisoire sur la Parité des Sexes et le Développement propose des buts et des objectifs spécifiques afin de garantir la responsabilité en abordant les inégalités dans les droits constitutionnels et juridiques; la gouvernance; l'éducation et la formation; les ressources productives et l'emploi; la violence basée sur le sexe; la santé; le VIH et SIDA; le maintien de la paix et la résolution de conflit; et dans les médias, l'information et la communication.

Les objectifs proposés dans le Protocole Provisoire actuellement en circulation pour faciliter des consultations de plus grande envergure au niveau national incluent ce qui suit:

- Intégrer l'égalité des sexes dans les constitutions nationales d'ici 2015
- Réexaminer, amender ou abroger toute les lois discriminatoires d'ici l'année 2015.
- Abolir le statut minoritaire des femmes d'ici l'an 2010.
- S'efforcer d'obtenir que les femmes occupent 50 pourcent des postes de prise de décision dans le secteur public et privé.
- Garantir que les hommes et les femmes participent équitablement dans les prises de décision en mettant en place des politiques et des stratégies qui allègent le fardeau des rôles multiples remplis par les femmes.
- Promulguer les lois et promouvoir l'accès égal à l'éducation primaire, secondaire, tertiaire et à la formation professionnelle conformément au Protocole sur l'Éducation et la Formation d'ici 2015.
- Promulguer et mettre en vigueur les législations interdisant toute

les formes de violence basée sur le sexe d'ici l'année 2015.

- Prendre des mesures pour la protection des femmes, des hommes, des filles et des garçons contre l'infection du VIH et SIDA et autres infections sexuellement contractées par violation sexuelle.
- Eradiquer les normes traditionnelles, les pratiques et croyances religieuses dangereuses qui légitiment et exacerbent la persistance et la tolérance de la violence basée sur le sexe.
- Promulguer et adopter des clauses législatives spécifiques d'ici 2010 en empêchant le trafic humain.
- Introduire un index composite pour évaluer la réduction de la violence basée sur le sexe.
- Allouer les ressources nécessaires afin de garantir la mise en oeuvre et la durabilité des programmes fixés dans le Protocole.
- Adopter et mettre en place des structures législatives, des politiques, des programmes et des services afin de renforcer des soins médicaux appropriés et abordables, sensibles à la parité des sexes en particulier dans la santé maternel le, la santé sexuelle et reproductive, en accord avec le Protocole la SADC sur la Santé, d'ici 2015.
- Adopter et mettre en vigueur des politiques et des programmes sensibles à la parité des sexes dans la prévention, le traitement, les soins et assistance en accord avec Déclaration de Maseru sur le VIH et SIDA.
- Mettre en place des mesures de garantie pour une représentation et participation équitable des femmes dans les postes clés de prise de décision dans la résolution de conflit et les processus de maintien de la paix d'ici 2015 conformément à la Résolution 1325 du Conseil de l'ONU sur l'élaboration de la paix, la pacification et le maintien de la paix.
- Reconnaître la parité des sexes comme intrinsèque à la liberté d'expression et garantir que tous, hommes et femmes, aient le droit de communiquer leurs opinions, intérêts et besoins.
- Mettre en place des stratégies sur l'éducation publique, l'information, l'éducation et la communication dans le but de modifier les modèles sociaux et culturels de conduite des femmes et des hommes, qui sont basés sur des rôles stéréotypés.
- Adopter des mesures législative afin de mettre en vigueur les 50 pourcent de représentation des femmes dans les postes de prise de décision dans les médias publiques et privées d'ici 2015.
- Augmenter le nombre de programmes pour, par, et sur les femmes, sur des sujets spécifiques à la problématique des sexes, et qui contestent les stéréotypes sur la problématique des sexes.
- Garantir l'accès à l'éducation et à la formation dans le domaine de l'information et de la technologies de communication y compris un engagement à spécifiquement fournir des opportunités pour accroître l'alphabétisation parmi les filles et garantir la participation par les filles et les femmes dans l'éducation en technologie et la formation à tous les niveaux.
- Garantir l'usage de l'information et des technologies de communication dans le domaine de la santé, l'éducation, le commerce, l'emploi et autres arènes de développement pour l'habilitation des femmes. □

La SADC se prépare contre les difficultés de changement climatique

par Tigere Chagutah et Mukundi Mutasa

LES ÉTATS Membres de la SADC prennent des mesures intensives pour amortir l'impact du changement climatique alors que l'évidence pointe vers un réchauffement continu et des conditions plus sèches à travers les pays du continent.

Les prévisions annoncent que des cyclones de plus en plus violents frapperont les îles et les états côtiers, en particulier dans le Canal du Mozambique.

Annançant diverses mesures pour aborder la question du réchauffement global dans la région, les dirigeants de la SADC, présents à un sommet de haut niveau sur le changement climatique au siège des Nations Unies à New York en Septembre, ont demandé une action globale d'urgence, et des solutions locales pour pallier à la menace climatique.

La discussion, qui a attiré plus de 100 Chefs d'État et de Gouvernement et environ 80 Ministres des Affaires Étrangères, fut à ce jour le plus grand rassemblement sur le changement climatique.

Les délégués ont remarqué une vive démonstration de volonté politique afin de s'attaquer au problème de changement climatique par les gouvernements de la région qui insisté sur la nécessité d'agir.

Ils ont annoncé les diverses mesures prises par les États Membres de la SADC alors qu'ils se préparent à affronter les impacts du changement climatique, tout en prenant note des difficultés posées par la faible capacité d'adaptation.

Le Président angolais, José Eduardo dos Santos a réaffirmé l'engagement de son pays à la Structure de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) et le Protocole de Kyoto - la structure globale actuelle pour la réduction de l'émission des gaz à effet de serre d'ici 2012.

Parmi les mesures prises pour la réduction des émissions, dos Santos a informé les délégués que la nation de l'Afrique Australe, riche en pétrole, prévoit de réduire la combustion de gaz provenant de la production de pétrole.

"Mon gouvernement est engagé à l'élimination

totale, d'ici l'année 2010, de ces gaz en les transformant en gaz naturels liquéfiés," expliqua dos Santos.

Le Botswana a affirmé son soutien total à la UNFCCC puisqu'en tant que Convention, elle fournit une structure globale appropriée pour aborder les difficultés provenant du changement climatique.

"Ce qu'il nous faut, c'est la volonté politique pour mobiliser les ressources dans le but de faciliter la mise en oeuvre efficace de la Convention," explique Mopati Merafhe, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale du Botswana, ajoutant que son gouvernement a mis en place une "commission nationale multi-sectorielle sur le changement climatique" visant à fournir des conseils sur les problèmes pertinents.

Marco Hausiku, Ministre des Affaires Étrangère de la Namibie a expliqué que le changement climatique est un problème global avec de sérieuses implications sur la croissance économique, le développement durable et l'accomplissement des Objectifs de Développement du Millénaire.

Hausiku a exhorté "le secteur privé à se joindre aux gouvernements afin de développer et appliquer les

technologies capables de mitiger le changement climatique."

"La communauté internationale doit respecter son engagement à fournir des ressources aux pays en voie de développement afin de faciliter leur adaptation aux effets du changement climatique," déclare t-il au sommet de haut niveau. "La Namibie est insatisfaite du taux auquel les investissements sont injectés dans le domaine de développement de sources d'énergie propres et renouvelables."

Président Levy Mwanawasa de la Zambie, récemment élu à la présidence de la SADC, a souligné la faible capacité d'adaptation des pays en voie de développement au changement climatique.

"Nos systèmes d'alarme précoce sont inadéquats pour faire face aux nouvelles difficultés que pose le changement climatique. Ceci inclut la précision météorologique, la détection et la préparation aux catastrophes naturelles," explique t-il.

"L'insuffisance des systèmes de détection précoce fait qu'il nous est difficile de planifier nos activités agricoles. Elle mine également notre capacité à répondre de manière ponctuelle aux situations de crise résultant des effets adverses du changement climatique."

Le Président de Madagascar, Marc Ravalomanana a imploré certaines nations industrialisées qui "se font prier" pour permettre la création d'un partenariat écologique avec l'Afrique.

"La mission de ce partenariat serait de trouver des solutions innovatrices à ces problèmes climatiques et environnementaux. Les actions prioritaires doivent se mettre d'accord sur la conception d'une stratégie de financement et d'investissement et la formulation d'une stratégie de contrôle des progrès," déclare Ravalomanana.

Ces dix dernières années ont vu Madagascar confronté à un nombre accru de violents cyclones, passant d'une moyenne de deux/cinq cyclones annuellement, à cinq/huit par an.

Les registres de Madagascar, vieux de 50 ans, montrent que la moyenne des températures a augmenté de 0,65 degrés Celsius.

Durant la même période, le délai de maturité dans les rizières des plateaux de Madagascar a diminué conjointement à l'augmentation du nombre de jours sans pluie à raison d'un par an.

En République Unie de Tanzanie, les études sur le changement climatique révèlent qu'il y a eu une augmentation générale de la température au cours des 40 dernières années, et la pluviométrie a diminué dans une grande partie du pays durant la même période.

A partir des récentes recherches qui montrent qu'en raison du réchauffement global, les glaciers au

Changement climatique et glaciers en Afrique

L'ÉVIDENCE DE changement climatique est complètement visible dans la disparition des glaciers sur les montagnes proches de l'équateur en Afrique de l'Est.

Les glaciers sont situés sur trois chaînes de montagnes en Afrique - les montagnes du Rwenzori sur la frontière RDC - Ouganda, le Mont Kenya au Kenya, et le Mt Kilimanjaro en République Unie de Tanzanie.

Le retrait de ces glaciers a commencé aux environs des années 1880s en raison du déclin des précipitations et de l'augmentation des radiations solaires causées par une réduction de la masse nuageuse. Vers la fin du 20^{ème} siècle, les températures en hausses devinrent un élément supplémentaire, bien que son importance relative soit encore cause de débats.

Près de 50 pourcent des glaciers sur les montagnes du Rwenzori, le Mont Kenya et le Mt Kilimanjaro ont disparu, tandis que les glaciers plus larges, particulièrement sur le Kilimanjaro, ont été fragmentés.

(*Global Outlook for Ice & Snow*, UNEP, 2007, p. 144) □

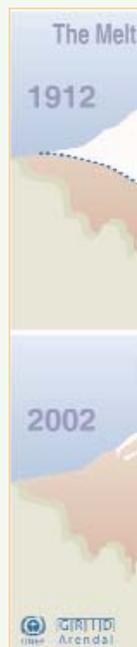


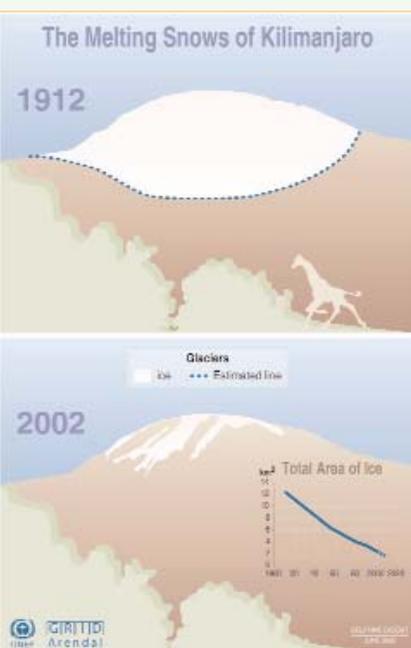
Années 1950



1999

Le glacier au sommet du Kilimanjaro





sommet du Mt Kilimanjaro fondent tellement rapidement qu'ils auront disparu d'ici 2020, l'inquiétude réside dans le fait que les activités humaines ont mis en branle des changements climatiques irréversibles.

Les études menées au Zimbabwe montrent que les plus fortes températures journalières mensuelles pour la plus grande partie du pays sont en hausse, d'environ 2 degrés Celsius par siècle.

Les données montrent que la durée de la saison d'hivernage se réduit d'environ 15 jours par siècle.

“Avec des prédictions stipulant que la productivité agricole du Zimbabwe pourrait diminuer de presque 30 pourcent ce centenaire et affectée par des sécheresses sévères, le changement climatique pose un des plus sérieux problèmes de sécurité alimentaire du 21^{ème} siècle dans le pays,” déclare Francis Nhema, Ministre de l'Environnement et du Tourisme du Zimbabwe et président en poste de la Commission de l'ONU sur le Développement Durable.

Nhema a demandé l'instauration “d'un Fond Spécial d'Adaptation pour l'Afrique” de manière à renforcer la capacité d'adaptation sur le continent.

Plusieurs nations ont confirmé avoir finalisé leur Plan d'Action National pour l'Adaptation (PANA) sur le changement climatique, parmi elles, le Lesotho, le Malawi, la Tanzanie et la Zambie. Le PANA identifie les zones prioritaires nécessitant une action

GEO 4: Le changement climatique atteint un point de non retour

LE GLOBAL Environment Outlook (GEO 4) admet que le changement climatique a atteint un point de non retour avec des impacts très répandus sur les population et l'environnement.

Selon le rapport, le changement climatique, y compris le réchauffement global, est bien amorcé comme le prouve une augmentation de 0,74°C de la moyenne des températures mondiales durant le siècle dernier. Cette tendance montre que 11 des années les plus chaudes durant les 125 dernières années sont survenues à partir de 1990.

La Table Ronde Inter-Gouvernementale sur le Changement Climatique projette une augmentation de la température globale moyenne de 1,8 - 4°C d'ici la fin de ce siècle.

Les impacts du changement climatique sont déjà évidents et comprennent également des changements dans la disponibilité de ressources hydrauliques, l'insécurité

alimentaire, la hausse du niveau de la mer et la fonte de la glace et des neiges de la couche de glace du Groënland et sur des montagnes telles que le Kilimanjaro en Tanzanie.

L'augmentation prévue dans la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur, tempêtes, inondations et sécheresses affectera des millions de personnes à travers le monde. L'Afrique est l'une des régions les plus vulnérables au changement climatique.

L'éventail de solutions d'adaptation se présente sous forme purement technologique telles les protections maritimes à directoriale telles que les pratiques agricoles modifiées, à politique y compris la réglementation d'émission de gaz de serre.

Le dioxyde de carbone est le gaz de serre principale cause du changement climatique. La réduction de la couche d'ozone est également la cause du changement climatique et est responsable de la brèche dans la

couche d'ozone stratosphérique au dessus de l'Antarctique qui protège les populations des radiation nocives des rayons ultraviolets. La brèche est actuellement la plus large jamais observée.

En raison de la chute des émissions de la couche d'ozone en réduction, on prévoit la reconstruction la couche d'ozone, mais pas avant la période 2060-2075.

Cette prédiction assume une adhérence totale au Protocole de Montréal sur les Substances Nocives pour la Couche d'Ozone.

Les substances de l'ozone en réduction ont subi une phase massive ces vingt dernières années, avec les émissions de l'année 2004 comptant pour 20 pourcent du niveau de 1990.

Le lancement du rapport GEO 4 est prévu pour octobre dans 40 villes, y compris, Johannesburg, Afrique du Sud et Port Louis, Ile Maurice, avec l'inauguration principale au siège de l'ONU à New York. □

urgente et immédiate pour que les pays s'adaptent aux effets du changement climatique.

L'évènement New Yorkais visait à garantir l'engagement politique et le renforcement du momentum pour la conférence de l'ONU sur le changement climatique prévue à Bali, Indonésie en décembre, où des négociations pour un accord international sur les conditions climatiques devraient être amorcées..

Ce sommet cherchera à déterminer les actions futures relative à la mitigation, l'adaptation, le marché global du carbone et les réponses sur le financement d'activités relatives au changement climatique après l'expiration du Protocole de Kyoto.

Commentant sur les débats, le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, déclara, “J'ai le sentiment de l'émergence de quelque chose de remarquable, une transformation - une vague de changement, où les dirigeants se sont montrés disposés à oublier les reproches du passé et à se poser des questions plus progressives.”

“Notre tâche est de transférer l'état d'esprit de New York en action pendant le sommet de Bali,” conclut Mr. Ban. □

SAEO: Impact sur l'Afrique Australe

LA PROCHAINE Perspective sur l'Environnement en Afrique Australe (PEAA) prévoit de sérieux impacts résultant du changement climatique dans cette région, comme le montrent les rapports des nations de la SADC, la moyenne des températures s'est élevée de plus de 0,5°C pendant le siècle dernier, et les années 90s étaient les plus chaudes et les plus sèches.

Avec huit des 14 pays membres de la SADC ayant au total plus de 15,000 kms de côte, la région serait également affectée par la montée du niveau de la mer, qui atteindra environ 15-95 cm d'ici 2100. Une grande partie de l'augmentation du niveau de la mer résultera de la fonte de la couche de glace du Groënland.

Les glaciers de montagne à travers le monde continuent également de fondre. A cet égard, le fanal de l'Afrique Australe est le Mont Kilimanjaro, au nord de la Tanzanie. La superficie totale couverte de neige sur le Mt Kilimanjaro a diminuée par six d'environ 12 km² en 1900 à 2km² en 2000.

Avec la hausse des émissions atmosphériques de gaz de serre tel que le dioxyde de carbone et le changement climatique en résultant,

on prévoit la diminution des pluies d'été sur les régions sous-tropicales de l'Afrique Australe, alors qu'elles seraient en hausse sur les zones tropicales. Un déclin des pluies d'hiver dans la région du Cap Austral constitue une probabilité.

La baisse anticipée de cinq pourcent de la pluviométrie en raison du changement climatique affectera les populations et toute forme de vie sauvage y compris les plantes et les animaux.

Perspective sur l'Environnement en Afrique Australe (PEAA) prévoit une chute de production des récoltes allant jusqu'à 10-20 pourcent dans certaines parties de l'Afrique Australe tandis que la région devient de plus en plus aride, et prévoit la prolifération du moustique femelle Anophèles, porteur du paludisme, dans certaines parties de la Namibie et de l'Afrique du Sud là où il n'existait pas auparavant.

Le rapport prévient qu'il n'est pas possible de prévoir avec certitude la période exacte, la magnitude et la nature des changements climatiques prévus à cause des effets du réchauffement global. □

Madagascar élit des législateurs alors que l'économie redémarre

par Mukundi Mutasa

MADAGASCAR S'EST rendu aux urnes le 23 septembre afin de choisir des représentants parlementaires alors que l'économie du pays enregistre une autre flambée remarquable en cinq ans.

Les élections tenues en septembre devaient choisir 127 représentants de l'assemblée nationale dans 119 districts.

Le nombre de sièges parlementaires a été réduit par rapport aux 160 précédents.

Le parti au pouvoir du Président Marc Ravalomanana, l'I love Madagascar (TIM), a glané tous les sièges dans la capitale Antananarivo, puisqu'il a gagné 106 des 127 sièges parlementaires.

Les élections furent observées par des équipes de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), et de l'Union Africaine (UA). L'Afrique du Sud a également envoyé une équipe d'observateur.

Le Mozambique mène la voie vers une région exemptée de visa

LE MOZAMBIQUE progresse rapidement vers un système de frontière libre et mène la voie pour accomplir l'objectif SADC de faciliter le mouvement des populations et des marchandises au sein la région.

Au cours de ces dernières années, le Mozambique a abandonné les conditions d'obtention de visa pour les pays voisins, avec la mise en vigueur de l'accord final pour le Zimbabwe prévu pour le 1er novembre.

Le Mozambique et le Zimbabwe ont signé un accord de renonciation de visa pour les citoyens des deux nations dans une manœuvre "de reconnection des deux peuples."

L'accord fut signé à Maputo par le Ministre de l'Intérieur, José Pacheco, et son homonyme zimbabwéen, le Ministre des Affaires Intérieures, Kembo Mohadi.

Le Mozambique n'a pas d'accord d'exemption de visa avec ses voisins immédiats le Malawi, l'Afrique du Sud, le

Swaziland, la Tanzanie et la Zambie, ainsi que le pays d'accueil du siège de la SADC, le Botswana. L'accord est conforme à l'esprit du Protocole de la SADC sur la Facilitation de Mouvement des Personnes, adopté lors d'une décision critique par le Sommet SADC 2005 au Botswana.

Pour sa mise en vigueur, le protocole nécessite encore la ratification des deux-tiers des 14 États Membres, et les nations sont encouragées à signer des accords bilatéraux de renonciation de visa.

Les petites et moyennes entreprises bénéficieront certainement de cette manœuvre. Cependant, les femmes sont un autre groupe que l'accord cherche à atteindre, car elles consistent la majorité du commerce informel dans les zones frontalières.

L'accord d'exemption de visa permet aux citoyens de chaque pays, titulaires d'un passeport valide d'entrer, de s'installer temporairement ou de transiter sur les territoires des deux pays sans interdiction, pour une période de 30 jours. □

Directives de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques depuis qu'ils furent adoptés en 2004.

Madagascar fut officiellement admis au sein de la SADC lors du 25ième Sommet au Botswana en 2005.

Sous l'autorité des principes et lignes directrices, les états membres cherchent à soutenir la participation totale de tous les citoyens dans les processus politiques de leur pays.

Les directives exhortent également les pays à s'assurer que l'ensemble de leurs habitants ait des opportunités équitables pour exercer leur droit de vote et d'être élus.

Utilisant les lignes directrices de la SADC, la Mission d'Observation Électorale est envoyée afin d'observer une élection dans la région. Elle est composée de représentants de gouvernement ou de partis d'opposition dans divers États Membres et est dirigée par un Ministre du pays président de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Sécurité, aujourd'hui l'Angola.

Depuis sa venue au pouvoir en 2002, Ravalomanana s'est embarqué dans de vastes réformes économiques et sociales qui ont sorti le pays de l'Afrique Australe de décennies de récession.

Prenant la parole lors de l'Assemblée Générale de l'ONU à New York le 26 septembre, Ravalomanana annonça que son pays avait, cinq plus tôt, enregistré cinq pourcent de croissance économique, six pourcent ces dernières années, allant jusqu'à sept pourcent en 2007.

"Les taux de pauvreté chutent rapidement. En 2002, 80 pourcent de notre population vivait dans l'indigence, l'année passée ce taux se maintenait à 67 pourcent" expliqua Ravalomanana.

Les élections parlementaires sont les troisièmes de ce genre tenues depuis que le président Ravalomanana, a été élu pour un second mandat pendant les élections présidentielles de décembre 2006.

Madagascar a tenu un referendum constitutionnel en avril 2007 qui a par la suite mené à la dissolution de l'assemblée nationale approximativement un an avant que le mandat des législateurs ne soit arrivé à expiration. L'Assemblée Nationale fut dissoute le 24 juillet 2007.

La victoire écrasante du referendum a permis au gouvernement de procéder à l'abolition de six provinces en les remplaçant par 22 zones administratives développementales plus modestes.

Après le referendum d'avril, l'anglais fut également ajouté en tant que troisième langue officielle de Madagascar. Le malgache et le français sont les deux autres langues officielles. □

Compétition Régionale 2007 de dissertations scolaires



Diana Kawendu lit sa dissertation durant le Sommet SADC

LA SADC continue son programme impliquant les jeunes à l'intégration régionale avec les gagnants de la Compétition SADC 2007 de Dissertation des Écoles Secondaires recevant leurs récompenses durant le 27ième Sommet en août.

Des prix en espèce de USD 1500, USD 1000 et 750USD, respectivement pour le premier, second, et troisième prix furent présentés aux vainqueurs de la compétition régionale.

Le premier prix fut remporté par Diana Kawendu du Zimbabwe.

La dissertation primée de Diana aborde divers problèmes qui affectent la pauvreté en Afrique Australe, y compris le VIH et SIDA ainsi que l'héritage colonial. Elle débat également sur les mesures prises par les nations de l'Afrique Australe pour aborder ces difficultés.

Les Prix furent présentés par le Premier Ministre du Lesotho, Pakalitha Mosisili, président sortant de la SADC.

Dans sa neuvième édition consécutive, la compétition de cette année fut sponsorisée par Southern Africa Trust. □



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol. 10 No. 3 Octobre 2007



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Bayano Vally, Tomas Vieira Mario, Mukundi Mutasa,
Alfred Gumbwa, Barbara Lopi, Clever Mafuta Tigere Chagutah,
Phillis Johnson, Shiela Chikulo, Emmanuella Matorofa

CONSEILLERS A LA REDACTION

Directrice de l'Unité de Communication d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2007

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents de source externe à la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et en français et est également disponible en version électronique sur www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1, Copyright, soldat sudafricain; p4 (gauche); Copyright John West, UNEP;
(droite) Javed Jafferji, UNEP; p5 Copyright Delphine Digout,
UNEP GRID-Arendal; p6 SADC

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet

ou

SADC HOJE
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net
Information 21 Sites web

www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

SADC AUJOURD'HUI est sponsorisé par le Southern Africa Trust

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADCaujourd'hui:

Air Botswana, Air Malawi, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia,
South African Airways, Air Maurice, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et
Air Zimbabwe

CALENDRIERS DES ÉVÈNEMENTS 2007

Octobre
17 Ghana

Forum des Leaders Africains des Affaires

Le forum vise à identifier et proposer la mise en oeuvre de solutions durables aux difficultés développementales du continent. Le forum comptera des leaders des secteurs publiques et privés afin de débattre sur les questions critiques telles que la prestation de service, le développement de l'infrastructure et la réduction de la pauvreté.

25 Ile Maurice,
Afrique du Sud

Inauguration simultanée du GEO-4

La Perspective Globale sur l'Environnement (GEO) est un projet UNEP visant à fournir des informations environnementales pour les décideurs, le système d'alerte et le renforcement de capacité aux niveaux global et sous-régional. Produit tous les quatre ans, GEO entre dans sa 4ième phase. GEO 4 sera inauguré simultanément dans 40 villes de par le monde, dont l'inauguration principale aura lieu au siège de l'ONU à New York.

31 oct-2 nov Kenya

Alimenter l'Afrique en énergie: l'option financière

Les experts du secteur financier rencontreront les officiels du gouvernement et les directeurs du secteur de l'énergie et du gaz afin de parler finance. Que ce passe t-il sur les marchés financiers et comment affectera t-il l'expansion du secteur de l'énergie en Afrique? Ce sont certaines des questions qui seront discutées à la réunion de Mombasa.

Novembre
5-9 Zambie

Conseil Extraordinaire des Ministres de la SADC

Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et du développement de la SADC et de la mise en vigueur correcte des politiques. Le Conseil se compose des ministres des affaires étrangères, de la coopération internationale, du développement ou de la planification économiques et des finances provenant des États Membres. Le Conseil est précédé de la Commission Permanente des Officiels supérieurs de la SADC, qui joue un rôle consultatif.

20-21 Egypte

Sommet sur l'Énergie Renouvelable - Afrique/Moyen-Orient

Le sommet discutera des politiques économiques de l'énergie renouvelable y compris les marchés, les politiques gouvernementales, les questions technologiques ainsi que les problèmes de l'offre et de la demande.

22-29 Zimbabwe

Forum des dépositaire du bassin du Zambèze

Le forum traquera les progrès faits dans la gestion des ressources hydrauliques dans le bassin; des leçons tirées des expériences du bassin dans la gestion des ressources hydrauliques; de la formation des alliances et des synergies; et la promotion le dialogue des dépositaires.

23-25 Ouganda

Sommet Commonwealth des Chefs du Gouvernement

Sous le thème "Transformer les Sociétés du Commonwealth afin d'accomplir le développement politique, économique et humain," les dirigeants du groupe des 52 membres se réunira à Kampala pour le SCCG, tenu tous les deux ans.

Décembre
8 Portugal

Sommet UE-UA

Le sommet discutera des questions d'intérêt mutuel aux deux continents avec en vue de renforcer la coopération existante et future. Le sommet est supposé adopter une stratégie commune UE-UA pour coopération et vise à construire un partenariat efficace entre les deux continents.

MWALIMU JULIUS KAMBARAGE NYERERE 1922-1999

by David Martin

EN OCTOBRE 1959, s'adressant à l'Assemblée Législative deux ans avant l'indépendance du Tanganyika, Julius Nyerere a exprimé l'essence des ses croyances:

"Nous, peuple du Tanganyika, souhaiterions allumer une bougie et la placer au sommet du Mont Kilimanjaro, ainsi la lueur brillerait au-delà de nos frontières, donnant de l'espoir où il y a du désespoir, de l'amour là où il y a de la haine et de la dignité où auparavant il n'y avait qu'humiliation."

Confronté à choisir entre l'enseignement ou la politique, Nyerere choisit cette dernière, bien qu'il resta fidèle aux deux. Il fut nommé au Conseil Législative du Tanganyika en juillet 1957, mais démissionna en décembre en signe de protestation contre la réticence de la Grande Bretagne à accélérer le processus de l'Indépendance.

Lors des premières élections du Tanganyika en 1958, il fut élu au Parlement et élu à l'unanimité aux élections générales de 1960. Il forma le premier Conseil des Ministres du Tanganyika et devint le premier Ministre en Chef.

En mai 1961, Nyerere devint Premier Ministre, signant à nouveau six semaines après l'indépendance afin de combler la lacune potentielle entre le gouvernement et le parti.

Le Tanganyika est devenu indépendant le 9 décembre 1961 et une année plus tard lorsque le pays devint une république, Nyerere élu par plus de 96 pourcent des électeurs, en devint le premier Président. Il a offert de repousser l'indépendance au nom de l'unité avec le Kenya et l'Ouganda, et fut très engagé à l'Unité de l'Afrique, une réalité encore d'actualité après sa mort.

Il fut le père fondateur de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de l'Organisation pour l'Union Africaine (OUA).

Tandis que ceux du monde développé marchaient, ses foulées rapides et alertes, impliquaient, comme il le répétait lui-même, que l'Afrique devait courir pour rattraper le retard. Dès que la liberté politique fut obtenue, l'unité et le développement, joint au travail acharné, étaient des conditions préalables essentielles pour le renforcement de la nation.

Il fut le champion de la libération en Afrique Australe, devenant le premier président des États de la Ligne de Front. Il était considéré presque avec révérence en Tanzanie, en Afrique et dans le monde.

Une telle réaction était contraire à ce que souhaitait Nyerere. Il était par dessus tout, un homme simple fusionnant cela avec une discipline formidable.

Mis à part cette simplicité et un intellect aigü, l'un de ses traits de caractère le plus attachant était son honnêteté. Aujourd'hui il n'est plus de bon ton parmi les journalistes de prendre pour argent comptant les paroles des politiciens ou même d'imaginer à l'avance ce que ces mots pourraient être.

Cependant si vous appliquez la logique évidente, Nyerere était hautement prévisible. J'ai une fois déclaré sur la BBC qu'il prendrait l'extrême mesure de quitter le Commonwealth si le Premier Ministre Britannique Edward Heath reprenait l'approvisionnement de l'Afrique du Sud en armes. Quelques jours plus tard, Nyerere me demanda comment j'avais pu deviner sa décision. A ce jour, je ne suis pas certain s'il était flatté ou non, de se voir dire qu'il était si prévisible.

Durant les 24 années suivantes, Nyerere a occupé la scène africaine et internationale comme un colosse, avant de démissionner de son poste de Président en 1985 afin de se consacrer au développement du Centre Sud, duquel il fut le premier président.

Lors de sa première rencontre en 1976, à Dar-es-Salaam, avec le sagace Secrétaire d'Etat des USA, Henry Kissinger, les deux hommes commencèrent une joute verbale et mentale d'énorme proportion, usant souvent de citations Shakespiariennes (dont nombre d'oeuvres furent traduites en swahili par Nyerere, les intégrant ainsi dans un contexte africain).

Aucun d'entre eux ne faisait confiance à l'autre. Kissinger voulait que les négociations soient confidentielles alors Nyerere voulait de la transparence, et en ma qualité de correspondant spécialisé sur les questions de l'Afrique au Journal Dominicale de Londres, The Observer, j'ai assisté à ses communiqués statégiques. Cette année, grâce à Mwalimu, l'Afrique fut le gros titre en première page du journal s'étalant sur 16 occasions jamais égalées, alors qu'un renard politique se montrait temporairement plus malin que l'autre.

Les cheveux grisonnants caractéristique de Nyerere surmontant un physique mince mais athlétique ne passaient jamais inaperçu dans la foule. Même septuagénaire, les jeunes officiers de sa sécurité devaient courir pour rester à sa hauteur et le son de sa voix mercuriale, forte puis chuchotée, était encore sonore et obsédant.

J'étais fasciné par l'homme qui devait devenir mon professeur officieux, m'enseignant les principes de la libération africaine, le non racialisme, et le concept de la "Pensée Sud".

Le Sud, disait-il n'est pas une description géographique mais plutôt une philosophie. Nyerere, comme ses registres en témoignent, reconnaît l'égalité chez tout être humain quelque soit la race, l'ethnicité, le sexe ou la religion.

C'était un an après mon arrivée à Dar-es-Salaam en janvier 1964 que je rencontrais Nyerere pour une entrevue et lorsque je l'obtins ce fut strictement selon ses termes.

Durant cette entrevue, j'ai appris deux choses sur l'homme. La première qu'il était un gestionnaire maître des médias, une qualité que certains autres dirigeants contemporains auraient bien fait d'émuler. Il s'adressait aux journalistes selon ses termes lorsqu'il avait sen mot à dire.

Lors d'une autre réunion, je me souviens avoir commenté sur le nombre de nations africaines qui ne payaient pas leur adhésion à la Commission de Libération de l'OUA, basée à Dar-es-Salaam. Il me regarda, machouillant pensivement le coin interne de sa joue de la manière caractéristique qu'il adoptait lorsqu'il était concentré.

Ayant pris sa décision, il glissa vers moi un dossier en me faisant jurer de garder le secret sur ses détails. Il contenait le budget de la Tanzanie pour cette année là, pour les mouvements de libération luttant contre le colonialisme et le pouvoir de la minorité en Angola, Guinée Bissau, Mozambique, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud, et les Comores.

Je fus estomaqué par la portion de ce que payaient les Tanzaniens; une somme bien supérieure à la contribution publiée du pays. Un montant important que l'un des pays les plus pauvres du continent contribuait pour la libération de l'Afrique devrait faire honte à ceux à tendance plus matérialiste.

Là dedans figurait la plus grande contribution de Nyerere. Toutes les nations du continent, à l'exception du Saharawi, sont désormais complètement indépendantes. Lorsque Nyerere s'adressa à l'Assemblée Législative de 1959, seules neuf nations étaient indépendantes, aujourd'hui le nombre s'élève à 54.

A un moment donné, tous les mouvements de libérations de l'Afrique Australe avaient leurs sièges à Dar-es-Salaam. A l'apogée des années 60, et au cours des années 80 plus paisibles, la Tanzanie fut le carrefour de l'Afrique.

Au niveau national, la légacie de Nyerere qui perdure le plus seroit l'unité et la stabilité de la Tanzanie. A partir de plus de 120 groupes ethniques, Nyerere a pu forger une nation unie, liée par une seule langue, le Swahili, et il a uni les états souverains du Tanganyika et Zanzibar en un seul pays désormais appelé: République Unie de la Tanzanie. (sardc.net)

David Martin (1936 - 2007), journaliste et photographe, vécut en Tanzanie pendant dix ans à partir de 1964 avant de s'installer en Zambie puis au Zimbabwe. Il fut en contact avec Nyerere pendant les 35 années qui suivirent.



"AU COURS de ses 77 ans d'existence, Mwalimu a beaucoup fait pour notre nation, pour le continent africain, et pour le monde. Il nous a libéré et a contribué à la liberté des autres au delà de nos frontières. Tout comme Nkrumah, il croyait que l'indignité d'un africain était celle de tous les africains; et que tant qu'il existait une nation africaine sous domination coloniale, la liberté d'une nation africaine était insignifiante. Il a mobilisé notre volonté, esprit et ressources nationales pour la libération totale de l'Afrique..."

Sa vision de la liberté englobait tout. Elle ne se confinait pas à l'indépendance politique, mais s'étendait à une vision de l'être humain totalement libéré - en termes politiques, économiques sociaux et culturels...

Je suis certain que si Mwalimu pouvait nous parler aujourd'hui, il nous exhorterait à reprendre son flambeau et à continuer la lutte contre la pauvreté, l'injustice et la bigoterie...Il nous exhorterait à faire de plus grand pas vers l'intégration de l'économie africaine, et de promouvoir l'unité africaine. Il ferait appel à l'auto-dépendance collective Sud-Sud "

Eulogie de Son Excellence Benjamin Mkapa, alors Président de la République Unie de la Tanzanie, s'adressant aux funérailles nationales de Mwalimu Nyerere, le 21 octobre 1999 à Dar-es-Salaam

Jours Fériés dans la Communauté de la SADC pour la période d'octobre-décembre 2007

1er octobre	Jour Férié	Botswana
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 octobre	Journée de la de la Paix	Mozambique
8 octobre	Fête des Mères	Malawi
12 octobre	Eid ul Fitr	Ile Maurice, Tanzanie
14 octobre	Journée Mwalimu Nyerere et Climat du "Parcours de la Torche Uhuru"	Tanzanie
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
1er novembre	Journée de la Toussaint	Madagascar
2 novembre	Journée de la Toussaint	Angola
2 novembre	Arrivée des travailleurs sous contrat	Ile Maurice
9 novembre	Divali	Ile Maurice
11 novembre	Journée de l'Indépendance	Angola
9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée Internationale de Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Unité Nationale	Zimbabwe
25 décembre	Noël	Toute la SADC
26 décembre	Journée de la Boxe	Botswana, Lesotho, Swaziland, Malawi
26 décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 décembre	Journée Volonté de la Bonne Volonté	Afrique du Sud
26 décembre	Jour Férié	Zimbabwe

* tributaire de la visibilité lunaire